

Romainville: encore de la méfiance face aux projets pour l'usine de déchets

>[Île-de-France & Oise](#)>[Seine-Saint-Denis](#)>[Romainville](#)|Elsa Marnette|05 juillet 2017, 22h54 | MAJ : 06 juillet 2017, 14h50|1

Romainville, ce mercredi soir. Entre 100 et 200 personnes ont participé à la réunion publique organisée par le Syctom, le syndicat de traitement des ordures ménagères, concernant le devenir de son usine de transfert et de tri des déchets de Romainville. LP/E.M.

Elsa Marnette

La réunion publique organisée hier soir a permis aux habitants et associations d'évoquer le projet de chaufferie.

« On n'est à l'abri de rien. » Les membres du Syndicat de traitement des ordures ménagères, le Syctom, ont eu beau rappelé que le projet de chaufferie sur le site de Romainville paraissait mort-né, associations et habitants ont exprimé leurs craintes hier soir. Le Syctom organisait une réunion publique concernant le devenir de son usine de tri et de transfert des déchets à Romainville. [L'objectif de ce projet à 200 M€ ou 300 M€](#) : reconstruire une partie de l'usine, développer la collecte sélective et les biodéchets et, pourquoi pas donc, ajouter une chaufferie qui alimenterait un réseau de chauffage urbain. Un « incinérateur » entendent nombre des 150 à 200 personnes présentes. Mais dès le préambule, [la maire \(DVG\) Corinne Valls rappelle qu'Est Ensemble y est opposé](#). Et le président du Syctom Hervé Marseille l'assure : « Je ne ferai rien contre l'avis des élus du territoire. »

PUBLICITÉ

Plusieurs membres de l'Arivem — l'association de riverains créée lors d'un premier projet avorté d'usine de tri mécanobiologique (TMB) sur le site — avaient tout de même préparé leurs questions : « Qu'est ce qu'une chaufferie dégage comme gaz et potentiellement comme nuisances ? », s'interroge une adhérente de Noisy-le-Sec. « On aura un incinérateur qui va fonctionner pendant au moins trente ans, il aura coûté 350 M€, on ne va pas le jeter deux ans après. Alors quel est le lien avec les objectifs fixés par la loi de transition énergétique ? », demande un autre. La concertation, bien plus développée que pour le précédent projet, est saluée par plusieurs intervenants. « On va

l'utiliser comme une opportunité pour se saisir de la question des déchets », prévient Francis, de l'association Environnement 93. Elle suscite aussi quelque méfiance : « Est-ce que l'on va consacrer autant de temps à l'analyse des hypothèses des associations qu'à celles du Syctom ? Si c'est vraiment une concertation, cela nous paraîtrait justifié », souligne une représentante de Zero Waste.

Ceux qui le souhaitent ont jusqu'au 28 août pour s'inscrire aux groupes de travail de 30 personnes. Suivra une réunion de clôture le 7 novembre avant que le comité syndical du Syctom, auquel appartiennent six élus du territoire, ne prenne sa décision. Et Hervé Marseille le souligne : « Le comité agit en collectif, il y a une solidarité territoriale. » Une manière d'enterrer encore le projet de chaufferie dont personne, décidément, ne veut.

Elsa Marnette